



Arrêt

n° 79 992 du 23 avril 2012
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : X

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRESIDENT DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 décembre 2011 par X, qui déclare être de nationalité arménienne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 30 novembre 2011.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observation.

Vu l'ordonnance du 20 février 2012 prise en application de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu la demande d'être entendu du 27 février 2012.

Vu l'ordonnance du 2 mars 2012 convoquant les parties à l'audience du 16 mars 2012.

Entendu, en son rapport, M. WILMOTTE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me J. MAHIEU, loco Me T. HALSBERGHE, avocats, et J.-F. MARCHAND, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire adjoint »).

Dans la présente affaire, le requérant a introduit une première demande d'asile en Belgique, qui a fait l'objet d'une décision de refus en raison notamment de l'absence de crédibilité des faits qu'il invoquait, à savoir son implication dans un accident de la circulation avec le fils d'un député et son amie, les hommes de main de ce député l'ayant ensuite agressé et menacé. Par son arrêt n° 56 151 du 17 février 2011, le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil ») a confirmé cette décision.

Le requérant n'a pas regagné son pays d'origine et a introduit une seconde demande d'asile le 9 septembre 2011. A l'appui de celle-ci, il fait valoir les mêmes faits que ceux déjà invoqués lors de sa

demande précédente ; il ajoute que son père a été battu par les gardes du corps du député, que sa femme et son enfant ont été menacés et que ses autorités ont émis diverses convocations et un autre document à son encontre. Il étaye sa nouvelle demande par le dépôt de deux convocations que lui a adressées la police via son ancien voisin et sa belle-mère (dossier administratif, 2^{ème} demande, pièce 20).

Lorsqu'un demandeur introduit une nouvelle demande d'asile sur la base des mêmes faits que ceux qu'il a invoqués lors d'une précédente demande, laquelle a déjà fait l'objet d'une décision de refus confirmée par le Conseil en raison de l'absence de crédibilité de son récit, le respect dû à l'autorité de la chose jugée dont est revêtu cet arrêt, n'autorise pas à remettre en cause l'appréciation des faits et de la crainte de persécution ou du risque réel de subir des atteintes graves à laquelle a procédé le Conseil dans le cadre de cette demande antérieure, sous réserve toutefois de l'invocation par la partie requérante d'un nouvel élément établissant que cette évaluation eût été différente s'il avait été porté en temps utile à la connaissance du Conseil.

En l'occurrence, le Conseil a rejeté la première demande d'asile du requérant en estimant que la réalité des faits invoqués n'était pas établie.

La partie défenderesse considère que les imprécisions et les méconnaissances qui caractérisent les propos du requérant concernant les diverses convocations qui lui ont été adressées et la personne dont il est accusé d'avoir causé la mort ainsi que les imprécisions et anomalies qui entachent les deux convocations qu'il dépose, ne permettent pas de restituer à son récit la crédibilité que, par son arrêt n° 56 151 du 17 février 2011, le Conseil a jugé lui faire défaut.

Le Conseil constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif et qu'ils sont établis.

La partie requérante estime que la motivation de la décision attaquée est insuffisante et inadéquate.

D'une part, le Conseil considère qu'en soulignant l'absence de toute indication du cadre de l'affaire pour laquelle le requérant est convoqué par ses autorités et du motif pour lequel il est convoqué ainsi que diverses anomalies dans la rédaction des deux convocations qu'il produit, le Commissaire adjoint a raisonnablement pu conclure que ces documents ne permettent pas de rétablir la crédibilité du récit du requérant déjà mise en cause par l'arrêt du Conseil n° 56 151 du 17 février 2011 ; l'argument avancé par la partie requérante, qui invoque la complaisance entre les autorités et les personnes qui menacent le requérant, manque de toute pertinence.

D'autre part, la partie requérante soutient que les imprécisions qui lui sont reprochées s'expliquent par des problèmes de mémoire ou par le stress lié à l'audition au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides et qu'elles ne sont pas suffisamment flagrantes pour mettre en cause la réalité des faits qu'elle invoque. Le Conseil constate que pareils arguments ne permettent manifestement pas d'expliquer les méconnaissances reprochées au requérant compte tenu de l'importance de l'événement sur lequel elles portent, à savoir la personne dont il est accusé d'avoir causé la mort et la date de son décès.

La partie défenderesse a donc raisonnablement pu parvenir à la conclusion que les divers éléments produits par la partie requérante à l'appui de sa seconde demande d'asile ne possèdent pas une force probante telle que le Conseil aurait, s'il en avait eu connaissance, pris une décision différente à l'issue de l'examen de la première demande.

Par ailleurs, en ce qui concerne la protection subsidiaire, la partie requérante n'invoque pas des faits différents de ceux qui sont à la base de sa demande du statut de réfugié, se bornant à invoquer l'incertitude de la situation politique et sociale actuelle en Arménie. Dès lors, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que ces faits et motifs manquent de tout fondement, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour en Guinée le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

En outre, en se limitant à invoquer l'incertitude de la situation politique et sociale actuelle en Arménie, la partie requérante ne fournit pas le moindre argument ou élément pertinent qui permettrait d'établir que

la situation dans ce pays correspondrait actuellement à un contexte « de violence aveugle en cas conflit armé interne ou international » au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans les déclarations et écrits de la partie requérante aucune indication de l'existence de pareils motifs.

Pour le surplus, le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'annulation formulée par la partie requérante.

Dans sa demande d'être entendue, la partie requérante souligne que la note d'observation qui lui a été transmise ne concerne pas le requérant et ne lui est dès lors pas opposable. A l'audience, le président remet à la partie requérante une photocopie de la note d'observation de la partie défenderesse qui concerne le requérant et qui figure au dossier de la procédure (pièce 4). La partie requérante marque son accord sur cette façon de procéder et une courte suspension d'audience lui permet d'en prendre connaissance.

Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se réfère aux écrits de la procédure.

En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois avril deux mille douze par :

M. M. WILMOTTE, président de chambre,

M. A. D'HUART, greffier assumé.

Le greffier, Le président,

A. D'HUART

M. WILMOTTE